

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 23 JANVIER 2007

DINSDAG 23 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 13 sous la présidence de M. Bart Tommelein.

Le **président** : La question n°13.709 de M. Hendrik Bogaert est transformée en question écrite.

01 Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le tax shelter" (n° 13723)

01.01 Valérie Déom (PS) : L'an dernier, M. Reynders avait annoncé son souhait d'au moins doubler le plafond d'investissement pour le *tax shelter*, fixé jusqu'ici à 750.000 euros, et d'élargir le système aux personnes privées via des fonds d'investissement transparents sur lesquels la CBFA pourrait exercer son contrôle. Où en est-on à ce sujet ?

Certains professionnels se plaignent de dérives : des sociétés intermédiaires évoquent des dispositions inexistantes dans la loi ou demandent des commissions pouvant aller jusqu'à 30%. Ne serait-il pas opportun d'établir un mécanisme de contrôle, de mettre par exemple en place des agrégations ?

Où en sont les contacts à ce propos avec les entités fédérées et avec la Commission européenne ?

01.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Votre question arrive fort à propos. Un consensus politique n'a pu encore être obtenu, ni à propos de l'augmentation du plafond d'investissement, ni à propos de l'élargissement du système aux particuliers. Notre priorité actuelle est d'obtenir de la Commission européenne la prolongation de l'autorisation au-delà du 30 juin 2007 et l'acceptation des modifications légales votées le mois dernier par le Parlement.

Si les intermédiaires sont utiles, il ne faut pas que le *tax shelter* serve à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été conçu. Personne n'a jusqu'ici montré un contrat reprenant des commissions exagérées. Mais s'il y a lieu de corriger certaines imperfections du texte ou de la pratique, nous sommes disposés à le faire et diverses réunions de travail ont d'ailleurs déjà eu lieu pour clarifier certains aspects du problème.

Globalement, cependant, les choses évoluent dans la bonne direction : certains acteurs ont obtenu un ruling de l'administration fiscale et l'accord de la CBFA sur le contenu de prospectus d'appel public à l'épargne.

01.03 Valérie Déom (PS) : On n'avance pas. Quelles sont les chances de prolongation du système ? Au Grand-Duché de Luxembourg, le système perdure depuis un certain nombre d'années. Et quelles sont les éventuelles difficultés quant à l'acceptation par la Commission européenne des dispositions votées en décembre ?

01.04 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en français*) : Les démarches sont répétées pour l'instant. Nous restons optimistes pour la date du 30 juin car d'autres systèmes fonctionnent sans difficultés depuis plus longtemps. Nous avons des arguments à faire valoir à ce sujet.

Nous sommes derrière ce dossier. Je demanderai au ministre Reynders de vous communiquer par écrit les

éléments confirmant l'avancement de ce dossier.

L'incident est clos.

02 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxation injuste dans le cadre de l'impôt des personnes physiques" (n° 13764)

02.01 Carl Devlies (CD&V) : Au cours des dernières années, plusieurs de mes interpellations ont déjà porté sur les différentes taxations injustes dans notre régime fiscal.

La situation des pensionnés dont la pension a été adaptée au bien-être est affligeante. Ceux-ci se sont en effet soudainement retrouvés dans une tranche d'imposition supérieure. Ainsi, une légère augmentation de la pension à concurrence de deux à trois euros peut générer un accroissement d'impôts de pas moins de plusieurs centaines d'euros !

En avril 2007, les pensions seront une nouvelle fois adaptées au bien-être. Quelles mesures prendra-t-on pour éviter une hécatombe fiscale parmi les pensionnés?

02.02 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : La pension maximum donnant droit à l'exonération fiscale est liée à l'allocation de chômage. Actuellement en effet, un léger dépassement donne lieu à une imposition hors de proportion. Le montant de l'impôt des personnes physiques dû est alors supérieur au montant du dépassement.

Compte tenu des limites de la marge budgétaire, l'administration vient de proposer d'éviter, par une réduction fiscale supplémentaire, qu'une pension brute plus élevée se traduise par une pension nette inférieure.

Pour les pensionnés qui exercent une activité complémentaire, on envisage des propositions visant à limiter l'effet négatif sur la réduction fiscale d'un revenu professionnel complémentaire.

02.03 Carl Devlies (CD&V) : J'ai déjà évoqué ce problème à plusieurs reprises: une solution se dessine enfin sous la pression des événements. Il était grand temps pour le gouvernement.

La situation des pensionnés ne constitue qu'un exemple de taxation abusive. De même, lorsque le gouvernement nous présentait le bonus à l'emploi, j'ai fait remarquer que l'augmentation de la quotité exemptée d'impôt serait une mesure plus adéquate pour lutter contre le piège à l'emploi

Je regrette que les réformes fiscales décidées par ce gouvernement n'aient pas mis fin à de telles graves injustices. Cette coalition violette est de loin le gouvernement le plus asocial que la Belgique de l'après-guerre ait connu.

A-t-on prévu d'autres mesures pour éliminer les pièges à l'emploi ?

Le gouvernement se réveille enfin après huit années. Le temps presse toutefois. Il est extrêmement dommage que des milliards d'euros de bénéfices résultant de la croissance économique et de la réduction des taux d'intérêt n'aient pas été affectés à des fins plus sociales.

02.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Nous disposons encore de quelques semaines pour apporter les correctifs nécessaires.

(*En français*) : Le Parlement peut travailler et voter jusqu'au 2 mai et le gouvernement peut œuvrer au-delà de cette date. Il n'y a aucune crainte à avoir .

L'incident est clos.

Le **président** : La question 13.786 de M. Lavaux est retirée.

Président: M. Carl Devlies.

03 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les informaticiens du SPF Finances spécialisés dans le langage COBOL" (n° 13790)

03.01 Bart Tommelein (VLD): Le SPF Finances compte dans ses rangs un grand nombre de programmeurs spécialisés dans le langage COBOL. Le SPF utilisant d'autres langages de programmation, ils sont laissés pour compte parce qu'ils ne sont pas recyclés. Il s'agit pour la majorité de quinquagénaires qui se sentent inutiles.

Pourquoi les intéressés n'ont-ils pas été recyclés en temps opportun ? Que compte faire le ministre pour remédier à cette situation ?

03.02 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*): Le SPF Finances est amené à modifier tout son parc d'applications dans le cadre du projet de modernisation Coperfin. Les nouvelles applications seront fondées sur le système de gestion UNIX et sur le langage de développement JAVA. Les nouvelles applications ont été mises au point par des entreprises extérieures et le personnel TIC du SPF Finances en assurera la maintenance dès qu'elles seront opérationnelles.

Ces dernières années, le SPF Finances a investi 2,63 millions dans la formation et ce montant croîtra encore à l'avenir. Je remets à M. Tommelein la liste détaillée de l'ensemble des initiatives en la matière.

03.03 Bart Tommelein (VLD) : Il faut bien évidemment affecter le personnel à des tâches utiles.

L'incident est clos.

Président: M. Bart Tommelein.

04 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la gestion des remboursements d'impôts" (n° 13813)

04.01 Carl Devlies (CD&V) : À la demande du ministre, le fisc a organisé le processus d'enrôlement pour l'impôt des sociétés comme pour l'impôt des personnes physiques de manière telle que des montants importants afférents à l'année budgétaire 2007 ont pu être inscrits en 2006. Le ministre conteste cette affirmation et m'a demandé de fournir des preuves incontestables. Je n'en dispose évidemment pas pour l'impôt des personnes physiques mais les chiffres sont édifiants.

Entre temps, quelques fonctionnaires – malgré la rigueur du contrôle qui est exercé – ont pris le risque de s'exprimer. L'un d'eux a indiqué dans le journal *De Tijd* du 20 janvier qu'il reçu pour instruction de traiter d'abord les cas simples. De même, il a été chargé de traiter par priorité les dossiers des contribuables à qui aucun remboursement n'était dû.

Il est grand temps que la commission entende la vérité. Les chiffres sont clairs et les fonctionnaires parlent. Comment le ministre a-t-il organisé le processus d'enrôlement en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques ?

04.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les informations contenues dans l'article du *Tijd* ne sont pas exactes. Un total de 9.990 articles ont été enrôlés dans le courant du mois d'octobre 2006, dont 6.512 ont donné lieu à un remboursement. Le fisc n'évite dès lors nullement de procéder à l'imposition des personnes qui doivent être remboursées.

Vu la complexité de l'impôt des personnes physiques, les cas difficiles ne peuvent être calculés avec certitude dès le départ. C'est pourquoi les cas simples sont calculés en premier lieu.

Le processus d'enrôlement se déroule sans problèmes. Fin janvier, nous aurons enrôlé un total de 2.450.006 impositions. Durant le précédent exercice d'imposition, nous n'avions guère encore commencé. Le solde total des remboursements à effectuer se monte à 204.859.455,32 euros. Les contribuables auxquels des sommes

importantes doivent être restituées n'ont probablement jamais reçu ces montants aussi tôt.

04.03 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État ne répond pas à ma question ! Nous allons en fin de compte être obligés de demander la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour creuser cette affaire. S'agit-il du solde des enrôlements depuis octobre 2006 ? Ce point n'apparaît pas clairement dans cette réponse.

Alors que M. Reynders a évoqué récemment un solde positif, l'État doit soudain rembourser plus de 200 millions ! La situation a manifestement considérablement changé en quelques semaines ! Or les ministres osent toujours nier qu'ils ont influencé l'ordre des enrôlements à leur avantage. Je ne puis que répéter la question à laquelle M. Reynders refuse de répondre : quel montant le ministre pense-t-il devoir rembourser aux citoyens de ce pays durant l'année budgétaire 2007 pour l'exercice d'imposition 2006 ?

Le **président** : Si M. Devlies a évidemment droit à une réplique, cela n'a aucun sens de terminer chaque réplique par une nouvelle question.

04.04 Carl Devlies (CD&V) : J'avais déjà déposé cette question sous forme écrite, mais le ministre et le secrétaire d'État refusent d'y répondre.

04.05 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Je ne souhaite pas entrer dans ce genre de polémique. M. Six se demande jusqu'où on va aller dans le décorticage, semaine après semaine, de ces demandes de renseignements.

Le but n'est-il pas que l'État fonctionne ?

04.06 Carl Devlies (CD&V) : Nous vous serions reconnaissants de nous fournir, pour une fois, une réponse digne de ce nom. Le gouvernement élude la question, tout en ne démentant pas que l'enrôlement ait été orienté. Quand va-t-il enfin adapter les chiffres à l'actualité ?

Le **président** : Un budget est confectionné chaque année et nous procédons à un contrôle budgétaire. Des contrôles supplémentaires sont régulièrement effectués. Mais je comprends que le gouvernement ne puisse fournir hebdomadairement à M. Devlies une estimation exhaustive de la situation du moment par rapport au budget. Des questions peuvent évidemment porter sur le budget mais je ne puis organiser une discussion à ce sujet chaque semaine parce que la presse aurait publié quelque chose à ce propos.

04.07 Carl Devlies (CD&V) : Le président ne doit pas se départir de son rôle. J'ai le droit de poser des questions. Je n'ai pas reçu de réponse à la question de savoir si l'estimation du montant net des remboursements de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 2006 avec enrôlement en 2007 avait été actualisée.

Un montant de 3,4 milliards d'euros était prévu. La politique d'enrôlement menée en 2006 a produit une recette supplémentaire de 100 millions d'euros. Dès lors, j'estime que, pour 2007, le montant de 3,4 milliards d'euros devrait être porté à 3,5 milliards d'euros. Pourquoi ne répond-on pas à cette question simple ?

Le **président** : Le ministre a répondu et M. Devlies ne partage pas son avis. Il me faut, à un moment, mettre fin à cette discussion.

04.08 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État pourrait également dire que le gouvernement s'en tient à son estimation budgétaire, mais il ne répond pas du tout, ce qui me paraît étrange. Je reviendrai donc encore et encore sur ce sujet.

L'incident est clos.

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les coûts et avantages de la réforme Coperfin" (n° 13814)

05.01 Carl Devlies (CD&V) : Huit ans après la réforme Coperfin, le fonctionnement du SPF Finances continue à poser problème, et selon certains, la réforme aura même créé des problèmes supplémentaires. Quel est l'état d'avancement de la réforme ?

Le secrétaire d'État pourrait-il fournir un aperçu des frais de consultation payés au cours des huit dernières années dans le cadre de la réforme Coperfin ? Quelle est l'estimation pour 2007 ? Quelles dépenses ont été engagées pour des consultants en informatique ou une assistance de tiers en TIC ? Il paraît qu'il s'agit de sommes astronomiques. De plus, il y avait un engagement d'embauche de 110 informaticiens, mais cette promesse n'a pas été tenue.

Le secrétaire d'État concédera-t-il qu'une forte politisation de la direction d'une administration est néfaste pour son bon fonctionnement ?

05.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Nous n'avons pas eu le temps, depuis le dépôt de la question, de rédiger un aperçu des huit dernières années. Je mettrai à la disposition de la commission un tableau fournissant un bilan de tous les projets TIC pour les années 2004, 2005 et 2006. Une colonne distincte comporte les coûts liés à la fourniture de biens et de services, une autre les frais de consultance et d'assistance.

Je souligne que mes services ont encore reçu six questions hier, en dernière minute. Il n'est pas toujours possible de préparer une réponse complète dans un délai aussi court, surtout lorsqu'il s'agit de dossiers techniques.

05.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Nous examinerons les données du tableau. Le secrétaire d'État n'a pas dressé d'état des lieux en ce qui concerne la réforme Coperfin. De même, il n'a pas parlé de l'évaluation qu'il en fait ni de la politisation de la direction de l'administration.

L'incident est clos.

06 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application du taux de 16,5% pour l'exercice 2005" (n° 13815)**

06.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Le ministre a récemment fait savoir que pour le secteur agricole, le montant des primes et des indemnités qui pour l'année de revenus 2005 sont imposables séparément au taux de 16,5 % peut être identique au montant qui était d'application pour l'année de revenus 2004.

En outre, la date limite de dépôt est reportée au 31 janvier, ce qui permettra d'apporter un correctif en faveur des agriculteurs et des horticulteurs qui ont déjà rentré leur déclaration. Le secteur agricole a réservé un accueil favorable à cette mesure.

Cette décision sera-t-elle concrétisée dans un arrêté royal ou une circulaire ?

06.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : À la suite d'une réunion au cabinet du ministre de l'Agriculture, le ministre des Finances a pris une décision après que les producteurs laitiers aient clairement exprimé leur consternation quant aux modifications apportées aux bases forfaitaires d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les revenus de 2005. Alors que les différentes associations agricoles s'accordaient au départ pour clore les négociations, il est apparu que les producteurs laitiers étaient lésés. Leurs coûts sont très élevés, étant donné que le prix de base du lait n'a jamais été aussi bas en 25 ans.

Pour atténuer autant que possible l'effet du passage obligé au nouveau régime de taxation forfaitaire, le ministre a décidé de s'en tenir au montant des primes et des indemnités en vigueur pour 2004. Une petite phrase du communiqué de presse pouvait être erronément interprétée, mais elle a été rectifiée.

Compte tenu des retards dus aux négociations sectorielles et à la distribution des brochures sur le forfait, mais aussi du fait que de nombreux agriculteurs n'ont pas reçu le formulaire de déclaration à temps, j'ai accepté que la date limite pour le dépôt de la déclaration soit différée du 16 janvier au 31 janvier.

06.03 Carl Devlies (CD&V) : Cette clarification est utile pour les agriculteurs concernés. Le secrétaire d'État n'a pas dit si la décision y relative serait concrétisée dans un arrêté royal ou une circulaire.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les déclarations d'un secrétaire d'État relatives à la suppression d'emplois au sein de votre département" (n° 13818)**

- **M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les propos tenus récemment par le secrétaire d'État à la Simplification administrative" (n° 13840)**

07.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Le secrétaire d'État à la Simplification administrative s'est livré à l'occasion de la réception de Nouvel An d'une section locale du VLD à des déclarations tranchées sur le nombre de fonctionnaires au département des Finances. Il propose de supprimer 3.000 emplois et de faire exécuter certaines tâches par des ordinateurs. Nous savons que le ministre a déjà investi beaucoup d'argent dans les ordinateurs mais il subsiste de nombreux problèmes dans le domaine de l'informatique si l'on en croit un article du quotidien *De Tijd* sur les « orphelins de Reynders ».

Les propositions du secrétaire d'État semblent susciter la bienveillance du premier ministre et du président du sp.a. Mais le ministre est avare de commentaires. Que pense-t-il des déclarations du secrétaire d'État? Partage-t-il son analyse et estime-t-il que les effectifs de son département doivent encore être réduits ? Comment voit-il l'avenir de son département?

07.02 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État à la Simplification administrative, dont l'impact sur le département des Finances est passé inaperçu jusqu'ici, y a préconisé la réduction du nombre de fonctionnaires ou, comme il les appelle, de « malfonctionnaires ».

À Hong Kong, on se contenterait, dit-il, de 10% seulement du nombre de nos fonctionnaires, pour une population de 7 millions d'habitants. Il semble que le premier ministre et le président du sp.a lui aient emboîté le pas à ce propos.

Le gouvernement manque de cohérence, comme le montre le cahier d'observations de la Cour des comptes qui indique que les maxima sont atteints dans de nombreux cas et parfois même dépassés. Deux ministres qui ont démissionné individuellement semblent encore disposer de deux collaborateurs rémunérés par l'État. Des collaborateurs sont engagés dans les cellules politiques sans qu'il ait été procédé préalablement à la rédaction d'une description de l'emploi et d'un profil de compétence. Ce ne sont là que quelques illustrations de la manière dont le gouvernement applique ses propres arrêtés royaux. Ce gouvernement avait pris l'engagement de supprimer les cabinets alors que le nombre de collaborateurs de cabinets n'a jamais été aussi élevé.

Il semble déplacé, dans ce contexte, de tenir des propos aussi désobligeants à l'égard des fonctionnaires. Nous sommes partisans, nous aussi, d'une simplification de l'administration des impôts et de la mise en place de pouvoirs publics qui pèsent le moins possible mais il faut avant tout que les pouvoirs publics accomplissent correctement les missions de base qui sont les leurs, ce qui n'est actuellement pas le cas aux Finances.

Que pense le secrétaire d'État des déclarations de son collègue?

07.03 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Comme chaque citoyen, le secrétaire d'État Van Quickenborne peut exprimer son point de vue sur l'avenir de notre département. Depuis que je suis ministre – je m'exprime ici au nom du ministre des Finances –, j'ai investi à plusieurs niveaux dans mon département. Tout d'abord, j'ai agi proactivement en augmentant les effectifs. Puis j'ai milité pour que soient confectionnés des budgets réservés à l'informatique. La constitution d'une assise solide dans le domaine informatique devrait permettre à mon département de fonctionner avec moins de personnel mais avec un personnel plus qualifié. Le grand défi que nous devons relever aujourd'hui est double : pallier la pyramide des âges vieillissante des fonctionnaires et pallier la pénurie sur le marché du travail. J'ai investi dans des fonctionnaires mieux formés.

Le fait que nous nous dotions de moyens informatiques ne nous dispense pas de veiller à ce que le département dispose du nombre nécessaire de fonctionnaires pour pouvoir fonctionner. En ce qui concerne les départs naturels, trois fonctionnaires sur cinq sont remplacés. L'instauration graduelle des nouvelles structures et l'acquisition de moyens informatiques devraient aboutir à une administration comptant moins de fonctionnaires mais des fonctionnaires mieux formés.

(En français) : Il n'est nullement fait allusion au rapport de la Cour des Comptes dans le texte de la question.

La presse a publié des chiffres fantaisistes. Il y a au département 26.650 équivalents temps plein correspondant à 29.447 personnes : 23.334 statutaires, 2.533 contractuels et 383 Rosetta auxquels il convient d'ajouter le personnel de cuisine, celui du nettoyage, etc., soit si l'on compte l'ensemble du personnel, 28.617 équivalents temps plein correspondant à 32.107 personnes avec des statuts différents.

J'ai appris ce matin en écoutant Bel RTL que le secrétaire d'État à la Modernisation des finances était M. Van Quickenborne alors que j'avais toujours cru qu'il était le secrétaire d'État à la Simplification administrative. Pour ma part, j'ai souvent visité les endroits où ces personnes travaillent et je pense pouvoir dire en tant que secrétaire d'État à la Modernisation des Finances qu'il existe pour le moment un malaise certain, sans quoi il n'y aurait pas de manifestation aujourd'hui.

07.04 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Le secrétaire d'État suggère lui-même que les responsables des Finances devraient être plus souvent présents dans cette commission. C'est une suggestion, que M. Devlies a d'ailleurs déjà avancée à maintes reprises. Le gouvernement vient fréquemment présenter de nouveaux plans à la Chambre, mais on ne peut nier l'existence d'un problème de communication entre la direction des Finances et les échelons inférieurs.

La simplification administrative se fait attendre. Des situations kafkaïennes persistent au sein du département. Coperfin constituait un défi de taille mais la réforme n'a pas donné le résultat escompté. Sous un top management politisé, c'est le néant. Est-ce là l'image d'une administration fiscale efficace ?

07.05 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État a déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de défendre la réforme Coperfin, mais il ne l'a pas fait. M. Tommelein a parfaitement indiqué où le bât blessait en invoquant les TIC et le grand écart entre le concept et la réalité. Il y a aussi une grande différence entre les services centraux et les services extérieurs. Ainsi par exemple, certains directeurs régionaux exercent toujours leur fonction par intérim. Bref, l'organisation n'est pas du tout au point, et c'est essentiellement le personnel qui en fait les frais. La réforme Coperfin a créé davantage de problèmes qu'elle n'en a résolu. Quant à l'erreur de calcul de 883 millions d'euros, je souhaiterais interroger la direction du département des Finances à ce sujet, et plus particulièrement MM. Laes (MR) et Delporte (PS).

L'incident est clos.

08 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le retard dans l'introduction de la douane 'sans papiers'" (n° 13819)

08.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : La numérisation intégrale des douanes et accises est retardée de six mois. À partir du 1^{er} janvier, tous les bureaux de recettes devraient être regroupés dans un seul bureau à Bruxelles. Or cette opération a été reportée jusqu'à la mi-2007.

Quelles sont les raisons de ce retard ?

08.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État *(en néerlandais)* : La mise en oeuvre du «Paperless Douanes & Accises» (PLDA) a pris plus de temps que prévu. Il s'agit d'une application très complexe dans le cadre de laquelle il a sans cesse fallu adapter l'adjudication. La phase de test prend également plus de temps que prévu en raison de la complexité de la réglementation et du nombre de parties concernées. L'impact du PLDA sur les sommes perçues et sur l'évolution des flux commerciaux est énorme. La moindre erreur dans le traitement financier des déclarations peut avoir des répercussions financières considérables. Une

application instable peut générer d'importants retards dans les flux commerciaux internationaux. C'est pourquoi l'administration ne peut se permettre de lancer une application imparfaite. Le PLDA débutera vraisemblablement le 2 avril 2007.

Le PLDA s'inscrit dans le cadre d'un plan pluriannuel de l'UE qui prévoit encore différentes adaptations du traitement des formalités douanières jusqu'en 2013. Le PLDA tire les enseignements de l'expérience déjà acquise et propose des mesures structurelles en vue d'aborder autrement, à l'avenir, des modifications majeures. Le recrutement d'analystes est urgent dans ce cadre. Je proposerai également au Conseil des ministres, en vue de la mise en oeuvre du plan pluriannuel, de travailler désormais avec un contrat cadre, de façon à appréhender de manière plus souple des exigences sans cesse changeantes.

08.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : À chaque fois, on évoque le personnel, le recrutement de membres du personnel ayant d'autres qualifications ainsi que d'autres méthodes de recrutement. Le bureau unique nécessite en effet une administration plus souple.

L'incident est clos.

09 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la commercialisation des résultats de la recherche et les revenus des chercheurs" (n° 13822)

09.01 Carl Devlies (CD&V) : Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question écrite du 24 août 2006 relative à la commercialisation des résultats de recherches et aux indemnités payées aux chercheurs par les universités, les hautes écoles et les organismes de recherche publics reconnus. Ces revenus sont tantôt considérés comme des revenus professionnels, tantôt comme des revenus divers, tantôt comme des revenus mobiliers.

Qu'en est-il de la qualification fiscale exacte de ces revenus ? Sur quelle base légale et réglementaire repose-t-elle ? De quelle manière le revenu net est-il établi dans ces cas ? Ces revenus sont-ils taxés de la même manière par les différentes directions régionales ? Des instructions ont-elles été données en la matière ? Dans la négative, de quelle manière le ministre entend-il garantir un traitement fiscal identique ?

09.02 Hervé Jamar, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : En ce qui concerne la qualification fiscale des revenus provenant de la valorisation des résultats d'une enquête, il convient de prendre en considération tous les éléments juridiques et observables propres à chaque cas. Afin de garantir à chacun la sécurité juridique requise, le gouvernement déposera dans les prochains jours à la Chambre un projet de loi tendant, sous certaines conditions, à considérer ces revenus comme des revenus divers imposables distinctement au taux de 33 %.

09.03 Carl Devlies (CD&V) : Je suppose que le secrétaire d'État a eu connaissance de l'initiative similaire prise par quelques députés de différents groupes politiques, et dont je fais partie. Si le gouvernement se met à prendre à son compte nos initiatives, il est sur la bonne voie. J'espère que cette mesure pourra entrer en vigueur en temps opportun.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 31.

De vergadering wordt geopend om 10.13 uur en voorgezeten door de heer Bart Tommelein.

De **voorzitter**: De vraag nr. 13709 van de heer Hendrik Bogaert wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de 'tax shelter'" (nr. 13723)

01.01 Valérie Déom (PS): Vorig jaar kondigde de heer Reynders aan dat hij het investeringsplafond voor de *tax shelter*, dat thans op 750.000 euro is vastgesteld, op zijn minst wilde verdubbelen en de regeling tot particulieren wilde uitbreiden, via transparante investeringsfondsen waarop de CBFA toezicht zou kunnen uitoefenen. Hoe zit het daarmee?

Sommige beroepsmensen klagen over uitwassen: sommige intermediaire bedrijven beroepen zich op bepalingen die niet in de wet staan of vragen commissies die tot 30 procent kunnen oplopen. Zou het niet opportuun zijn om een controlesysteem, waarbij bijvoorbeeld erkenningen zouden worden verleend, op te zetten?

Hoe zit het met de contacten dienaangaande met de deelgebieden en de Europese Commissie?

01.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Uw vraag komt bijzonder gelegen. Noch over het optrekken van het investeringsplan, noch over de uitbreiding van de regeling tot de particulieren kon tot dusver een politieke consensus worden bereikt. Wij willen thans in de eerste plaats van de Europese Commissie verkrijgen dat de vergunning tot na 30 juni 2007 wordt verlengd en dat zij instemt met de wetswijzigingen die vorige maand in het Parlement werden aangenomen.

Tussenpersonen mogen dan al nuttig zijn, toch mag de tax shelter niet worden aangewend voor andere doeleinden dan die waarvoor de regeling bedoeld is. Niemand heeft mij tot dusver een contract getoond waarin sprake is van overdreven hoge commissies. Wij zijn echter bereid eventuele onvolkomenheden in de tekst te corrigeren of situaties in de praktijk bij te sturen en er hebben trouwens al diverse werkvergaderingen plaatsgevonden om bepaalde aspecten van het probleem uit te klaren.

Over het geheel genomen evolueert een en ander echter in de goede richting: sommige actoren hebben een ruling van de fiscale administratie en de instemming van de CBFA over de inhoud van het prospectus voor het openbaar beroep op het spaargeld verkregen.

01.03 **Valérie Déom** (PS): Er is geen enkele vooruitgang. Hoe groot is de kans dat de regeling verlengd wordt? In het Groothertogdom Luxemburg bestaat het systeem al een aantal jaar. En in hoeverre valt te verwachten dat de Europese Commissie bezwaar maakt tegen de in december goedgekeurde bepalingen en ze weigert te aanvaarden?

01.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): De demarches worden momenteel nogmaals ondernomen. Wij blijven optimistisch wat de datum van 30 juni betreft, want andere systemen werken al langer zonder problemen. In dat verband kunnen we toch een aantal argumenten aanvoeren.

Wij staan achter dit dossier. Ik zal minister Reynders vragen u de informatie met betrekking tot de goede voortgang van het dossier schriftelijk te bezorgen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de onrechtvaardige taxatie in de personenbelasting" (nr. 13764)

02.01 **Carl Devlies** (CD&V): Ik heb de afgelopen jaren al meerdere keren geïnterpelleerd over de verschillende onrechtvaardige taxaties in ons belastingssysteem.

Schrijnend is de situatie van de gepensioneerden wier pensioen werd aangepast aan de welvaart. Zij blijken immers plots in een hogere belastingsschaal te vallen. Een kleine stijging van het pensioen met twee à drie euro's kan op die manier leiden tot een belastingverhoging ten bedrage van liefst honderden euro's!

In april 2007 ondergaan de pensioenen opnieuw een welvaartsaanpassing. Welke maatregelen zullen worden genomen om een fiscaal bloedbad onder de gepensioneerden te vermijden?

02.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Het maximale pensioensbedrag waarmee men recht heeft op een belastingvrijstelling, is gekoppeld aan de werkloosheidsuitkering. Een kleine overschrijding van die maximumgrens leidt inderdaad momenteel tot een onevenredige taxatie. Het verschuldigde bedrag aan inkomstenbelasting ligt in die gevallen hoger dan het bedrag van de overschrijding.

Rekening houdend met de beperkte budgettaire ruimte, heeft de administratie nu voorgesteld om via een

bijkomende belastingvermindering te vermijden dat een hoger brutopensioen tot een lager nettopensioen zou leiden.

Voor de gepensioneerden met een aanvullende beroep, worden voorstellen uitgewerkt om het negatieve effect van een aanvullende beroepsinkomen op de belastingvermindering te beperken.

02.03 Carl Devlies (CD&V): Ik heb dit probleem al vaker aangekaart: onder druk van de omstandigheden gebeurt er nu eindelijk iets. Het is dan ook vijf voor twaalf voor de regering.

De situatie van de gepensioneerden is slechts één voorbeeld van een onrechtmatige taxatie. Ook toen de regering de werkbonus voorstelde, heb ik erop gewezen dat het optrekken van de belastingvrije som adequater zou zijn om de werkloosheidsval tegen te gaan.

Ik betreur het dat de fiscale hervormingen van deze regering dergelijke grove onrechtvaardigheden niet uit de wereld hebben geholpen. Paars is dan ook veruit de meest asociale naoorlogse regering.

Komen er nog maatregelen om de werkloosheidsval weg te werken?

Na acht jaar wordt de regering eindelijk wakker, maar de tijd dringt. Het is bijzonder jammer dat miljarden euro's winst ten gevolge van de economische groei en de rentedaling, niet op een meer sociale manier werden aangewend.

02.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): We hebben nog enkele weken de tijd om waar nodig bij te sturen.

(Frans) Het Parlement kan tot 2 mei doorwerken en teksten aannemen, en de regering kan zelfs daarna nog aan het werk blijven. U hoeft dus niet bang te zijn.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr.13.786 van de heer Lavaux vervalt.

Voorzitter: de heer Carl Devlies.

03 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de COBOL-informatici bij de FOD Financiën" (nr. 13790)

03.01 Bart Tommelein (VLD): De FOD Financiën heeft een grote groep COBOL-programmeurs in dienst. Omdat de FOD momenteel andere programmeertalen gebruikt, staan die mensen in de kou omdat ze niet omgeschoold zijn. Het gaat grotendeels om vijftigers, die zich nu enigszins nutteloos voelen.

Waarom werden betrokkenen niet tijdig omgeschoold? Wat zal de minister alsnog hieraan doen?

03.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): In het kader van het moderniseringsproject Coperfin wijzigt de FOD Financiën zijn hele applicatiepark. De nieuwe applicaties zullen steunen op het besturingssysteem UNIX en de ontwikkeltaal JAVA. De nieuwe applicaties werden door externe firma's ontwikkeld en zodra ze 'draaien' zal het ICT-personeel van de FOD Financiën ze zelf onderhouden.

De FOD Financiën heeft in de afgelopen jaren 2,63 miljoen euro geïnvesteerd in opleiding en dat bedrag zal in de toekomst nog groeien. Ik overhandig de heer Tommelein een gedetailleerde lijst van alle initiatieven.

03.03 Bart Tommelein (VLD): Het is natuurlijk noodzakelijk dat het personeel op een nuttige en zinvolle wijze wordt ingezet.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Bart Tommelein

04 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de sturing van de terugbetalingen van de belastingen" (nr. 13813)

04.01 Carl Devlies (CD&V): Zowel voor de vennootschapsbelastingen als voor de personenbelasting heeft de fiscus op vraag van de minister het inkohieringsproces zo gestuurd dat er aanzienlijke bedragen van het begrotingsjaar 2007 naar 2006 konden worden verschoven. De minister betwist die stelling en vroeg me om harde bewijzen voor te leggen. Voor de personenbelasting heb ik die weliswaar niet, maar de cijfers spreken echt voor zich.

Ondertussen hebben enkele ambtenaren - ondanks het strenge toezicht - het aangedurfd 'uit de biecht te spreken'. In *De Tijd* van 20 januari getuigt een ambtenaar dat hij de opdracht kreeg eerst de gemakkelijke gevallen af te handelen. Ook moesten de aanslagen van mensen die geen geld moeten terugkrijgen van de fiscus, prioritair, worden behandeld.

Het wordt hoog tijd dat de commissie de waarheid te horen krijgt. De cijfers zijn duidelijk en de ambtenaren spreken uit de biecht. Hoe heeft de minister de inkohiering van de personenbelasting gestuurd?

04.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): Het artikel in *De Tijd* klopt niet. In de loop van de maand oktober 2006 werden 9.990 artikels ingekohierd, waarvan er 6.512 aanleiding gaven tot een terugbetaling. De fiscus vermijdt dus helemaal niet de aanslagen van mensen die geld moeten terugkrijgen.

Dat de gemakkelijke gevallen eerst worden berekend, heeft gewoon te maken met de complexiteit van de personenbelasting die ervoor zorgt dat de ingewikkelde gevallen op dat moment nog niet met zekerheid konden worden berekend.

Het inkohieringsproces verloop heel vlot en eind januari zullen we in totaal 2.450.006 aanslagen hebben ingekohierd. Vorig aanslagjaar waren we er amper aan begonnen. Het totale terug te geven saldo bedraagt 204.859.455,32 euro. Belastingplichtigen die grote sommen moeten terugkrijgen, hebben ze wellicht nooit vroeger gekregen.

04.03 Carl Devlies (CD&V): Dat is toch geen antwoord! We zullen nog verplicht worden om een parlementaire onderzoekscommissie te vragen om de zaak uit te spitten. Gaat het om het saldo van de inkohieringen van oktober 2006 tot nu? Dat is niet duidelijk.

Minister Reynders sprak onlangs nog van een positief saldo en nu moet de Staat ineens meer dan 200 miljoen terugbetalen! Er is blijkbaar veel veranderd in een paar weken! En dan durven de ministers de sturing nog altijd ontkennen. Ik kan niet anders dan nog maar eens de vraag herhalen waarop minister Reynders geen antwoord wil geven: hoeveel denkt de minister aan de burgers van dit land in het begrotingsjaar 2007 te moeten terugbetalen voor het aanslagjaar 2006?

De **voorzitter**: De heer Devlies heeft natuurlijk recht op een repliek, maar het gaat echt niet op elke repliek te beëindigen met een nieuwe vraag.

04.04 Carl Devlies (CD&V): Ik heb deze vraag ook al schriftelijk gesteld, maar de minister en de staatssecretaris weigeren gewoon om ze te beantwoorden.

04.05 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): Aan dit soort polemieken wil ik me niet wagen. De heer Six vraagt zich af hoever men week na week kan blijven gaan in het ontleden van die vragen naar inlichtingen. Is het niet vooral de bedoeling dat de Staat naar behoren functioneert?

04.06 Carl Devlies (CD&V): Het zou goed zijn mochten we eens een echt antwoord krijgen. De regering praat om de vraag heen. Tegelijk ontkent ze de sturing van de inkohiering niet. Wanneer gaat ze de cijfers nu eens aan de actualiteit aanpassen?

De **voorzitter**: Jaarlijks wordt er een begroting opgemaakt en houden wij een begrotingscontrole. Regelmatig zijn er bijkomende controles. Als de heer Devlies echter elke week een raming vraagt van de huidige toestand ten opzichte van de begroting, dan begrijp ik dat de minister of de staatssecretaris daar niet elke week volledig op kan antwoorden. Er mogen natuurlijk vragen gesteld worden over de begroting, maar er kan hier niet elke week een discussie gevoerd worden omdat er toevallig iets in de pers is verschenen.

04.07 Carl Devlies (CD&V): De voorzitter mag niet uit zijn rol vallen. Ik heb het recht om vragen te stellen. Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag of er een actualisering gebeurd is van de raming van het nettobedrag van de terugbetalingen voor de personenbelastingen voor het aanslagjaar 2006 met inkohiering in 2007.

Er was een bedrag uitgetrokken van 3,4 miljard euro. De sturing van de inkohieringen in 2006 heeft 100 miljoen euro extra opgebracht. Volgens mij zou het bedrag van 3,4 miljard euro voor 2007 daarom opgetrokken moeten worden tot 3,5 miljard euro. Waarom krijg ik geen antwoord op deze eenvoudige vraag?

De **voorzitter**: De minister heeft geantwoord en de heer Devlies is het daarmee niet eens. Op een bepaald moment moet ik wel een einde maken aan de discussie.

04.08 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris zou ook kunnen zeggen dat de regering bij haar begrotingsraming blijft, maar hij antwoordt helemaal niet en dat vind ik eigenaardig. Ik zal dus op dit onderwerp blijven terugkomen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de kosten en baten van de Coperfinhervorming" (nr. 13814)

05.01 Carl Devlies (CD&V): Acht jaar na de Coperfinhervorming blijft de werking van de FOD Financiën voor problemen zorgen en volgens sommigen heeft de hervorming zelfs bijkomende problemen veroorzaakt. Wat is de stand van zaken van de hervorming?

Kan de staatssecretaris een overzicht geven van alle consultancykosten die tijdens de voorbij acht jaar gemaakt zijn in het kader van Coperfin? Wat is de raming voor 2007? Wat hebben consultancy en bijstand van derden inzake ICT gekost? Het schijnt om enorme bedragen te gaan. Er waren bovendien 110 informatici beloofd, maar die zijn er nooit gekomen.

Is de staatssecretaris het ermee eens dat een sterke politisering van de top van de administratie nadelig is voor de werking ervan?

05.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): We hebben na het indienen van de vraag niet genoeg tijd gehad om een overzicht op te stellen van de voorbije acht jaar. Ik zal een tabel ter beschikking stellen van de commissie met een overzicht voor de jaren 2004, 2005 en 2006. Die tabel geeft een overzicht van alle ICT-projecten. Er is een aparte kolom waar de kosten van de levering van goederen en van diensten worden vermeld alsmede een aparte kolom voor de kosten voor consultancy en bijstand.

Ik wijs erop dat mijn diensten gisteren op het laatste moment nog een zestal vragen hebben ontvangen. Het is niet altijd mogelijk om op zo een korte termijn een volledig antwoord voor te bereiden, zeker niet wanneer het over technische zaken gaat.

05.03 Carl Devlies (CD&V): We zullen de gegevens van de tabel bestuderen. De staatssecretaris heeft wel geen stand van zaken gegeven over de Coperfinhervorming. Hij heeft ook niets gezegd over zijn waardering ervan of over de politisering van de top van de administratie.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de

toepassing van het 16,5%-tarief voor het inkomstenjaar 2005" (nr. 13815)

06.01 Carl Devlies (CD&V): Onlangs maakt de minister bekend dat voor de landbouwsector het bedrag van de premies en vergoedingen die voor het inkomstenjaar 2005 afzonderlijk belastbaar zijn aan het tarief van 16,5 procent, hetzelfde mag zijn als het bedrag dat voor het inkomstenjaar 2004 gold.

De uiterste indieningdatum ervan wordt bovendien verschoven naar 31 januari. Zo kan er nog een correctie gebeuren voor land- en tuinbouwers die hun aangifte reeds indienden. De maatregel wordt door de landbouwsector positief onthaald.

Zal deze beslissing geconcretiseerd worden in een KB of in een rondzendbrief?

06.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): De minister van Financiën heeft, naar aanleiding van een vergadering op het kabinet van de minister van Landbouw, een beslissing genomen, nadat de zuivelproducenten hun ontsteltenis duidelijk gemaakt hebben over de wijzigingen aan de forfaitaire grondslagen van aanslag voor de berekening van de inkomstenbelasting voor het jaar 2005. Hoewel de verschillende landbouwverenigingen oorspronkelijk akkoord gingen om de onderhandelingen af te ronden, bleek het dat de zuivelproducenten benadeeld werden. Ze hebben zeer hoge kosten, aangezien de basisprijs van melk nog nooit zo laag geweest is in 25 jaar.

Om de verplichte overschakeling van het oude naar het nieuwe stelsel met een forfaitaire belasting zo veel mogelijk te verzachten, heeft de minister daarom beslist zich te houden aan het bedrag van de premies en de vergoedingen die golden voor het jaar 2004. In de persmededeling stond daarover een zinnetje dat verkeerd kon geïnterpreteerd worden, maar dat is uit de wereld geholpen.

Gezien de vertragingen ten gevolge van de sectorale onderhandelingen en bij de verdeling van de handboeken over het forfait en gezien het feit dat veel landbouwers het aangifteformulier niet op tijd hebben gekregen, ben ik ermee akkoord gegaan dat de datum voor de indiening van de aangifte van 16 januari naar 31 januari verschoven wordt.

06.03 Carl Devlies (CD&V): Deze verduidelijking is nuttig voor de betrokken landbouwers. De staatssecretaris heeft niet gezegd of het geconcretiseerd zal worden in een KB of in een rondzendbrief.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de uitlatingen van een staatssecretaris over het schrappen van jobs op uw departement" (nr. 13818)
- de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de recente uitlatingen van de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging" (nr. 13840)

07.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging heeft op de nieuwjaarsreceptie van een lokale VLD-afdeling stoere verklaringen afgelegd over het aantal ambtenaren bij het departement Financiën. Hij stelt voor om 3.000 banen te schrappen en om een aantal taken te laten uitvoeren door computers. We weten dat de minister al veel geld heeft uitgegeven aan computers, maar toch blijven er heel wat problemen op het vlak van informatica, zoals blijkt uit een artikel in *De Tijd* over de 'weeskinderen van Reynders'.

De voorstellen van de staatssecretaris kunnen blijkbaar op bijval rekenen van de eerste minister en de sp.a-voorzitter. De minister is echter karig met commentaar. Wat vindt hij van de uitspraken van de staatssecretaris? Is hij het eens met zijn visie en meent hij dus dat er een verdere afslanking van zijn departement moet komen? Hoe ziet hij de toekomst van zijn departement?

07.02 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, wiens impact op het departement Financiën tot dusver onmerkbaar zijn gebleven, heeft gepleit voor een afbouw van het aantal ambtenaren of 'ambetantenaren', zoals hij ze noemt.

In Hongkong kunnen ze het volgens hem stellen met slechts 10 procent van ons ambtenaren aantal voor een

bevolking van 7 miljoen inwoners. De staatssecretaris werd blijkbaar bijgetreden door de premier en de sp.a-voorzitter.

De regering is weinig consequent, zoals blijkt uit het rapport van het Rekenhof, dat erop wijst dat in vele gevallen de maxima bereikt zijn en in sommige gevallen zelfs overschreden. Twee ministers die individueel ontslag hebben genomen, blijken nog te beschikken over twee medewerkers bezoldigd door de Staat. Medewerkers van de beleidscellen worden aangenomen zonder dat er eerst een functiebeschrijving en competentieprofiel is opgesteld, en zonder dat de diplomavereisten gecontroleerd worden. Dit zijn slechts enkele voorbeelden van hoe de regering zich niet aan haar eigen KB's houdt. Deze regering ging ooit van start met de belofte om de kabinetten af te schaffen, maar het aantal kabinetsmedewerkers is nog nooit zo hoog geweest.

In deze context lijkt het dan ook heel onkies om zich zo beledigend uit te laten ten aanzien van de ambtenaren. Wij zijn ook voorstander van een vereenvoudiging van de belastingadministratie en voor een overheid die zo weinig mogelijk weegt, maar in de eerste plaats moet de overheid haar kerntaken op een efficiënte manier vervullen en dat is vooralsnog niet het geval bij Financiën.

Wat is de reactie van de staatssecretaris op de verklaringen van zijn collega?

07.03 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Staatssecretaris Van Quickenborne is zoals elke burger vrij zijn visie kenbaar te maken over de toekomst van ons departement. Sinds mijn aantreden als minister - ik spreek hier namens de minister - heb ik op verschillende vlakken in mijn departement geïnvesteerd. Eerst ben ik proactief opgetreden door het effectief te verhogen. Daarna heb ik geijverd voor informaticabudgetten. Door de uitbouw van een sterk informaticafundament moet het mogelijk worden met minder, maar hoger gekwalificeerd personeel te werken. De grote uitdaging waar we voor staan, is de verouderende leeftijdspiramide van de ambtenaren en de krapte op de arbeidsmarkt. Ik heb geïnvesteerd in beter opgeleide ambtenaren.

De uitbouw van de informaticamiddelen betekent niet, dat er niet moet worden gezorgd dat het departement over het noodzakelijke aantal ambtenaren beschikt om te kunnen functioneren. Van de ambtenaren die op natuurlijke wijze afvloeien, worden er nu drie op vijf vervangen. De geleidelijke invoering van de nieuwe structuren en informaticamiddelen moet leiden tot een administratie met minder, maar beter opgeleide ambtenaren.

(*Frans*): In de tekst van de vraag wordt niet naar het verslag van het Rekenhof verwezen.

De cijfers die in de pers werden gepubliceerd, zijn uit de lucht gegrepen. Het departement telt 26.650 voltijds equivalenten, wat overeenstemt met 29.447 effectieve personeelsleden: 23.334 statutaire en 2.533 contractuele personeelsleden en 383 personeelsleden in het raam van het Rosettaplan. Daarbij moet nog het keukenpersoneel, het schoonmaakpersoneel, enz. worden geteld. Alles samen gaat het dus om 28.617 voltijds equivalenten, goed voor in totaal 32.107 personen met verschillende statuten.

Ik hoorde vanmorgen op Bel RTL dat de heer Van Quickenborne staatssecretaris is voor Modernisering van de Financiën, terwijl ik altijd dacht dat hij staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging was. Ik heb al vaak een bezoek gebracht aan de werkplek van die mensen en ik denk dat ik, als staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën, kan zeggen dat er op dit ogenblik wel degelijk een malaise heerst, wat meteen ook de betoging van vandaag verklaart.

07.04 **Hagen Goyvaerts** (*Vlaams Belang*): De staatssecretaris stelt zelf voor dat de top van Financiën meer in deze commissie aanwezig zou zijn. Dat is geen slecht voorstel en de heer Devlies heeft daar al dikwijls voor gepleit. De regering komt hier dikwijls nieuwe plannen voorstellen, maar er is bij Financiën duidelijk een communicatieprobleem tussen de top en de lagere echelons.

De administratieve vereenvoudiging laat op zich wachten. Er bestaan nog steeds kafkaïaanse toestanden op Financiën. Coperfin was een grote uitdaging, maar haalde niet het verwachte resultaat. Onder een politiek benoemde top is het één grote puinhoop. Is dat de uitstraling van een efficiënte fiscus?

07.05 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris kreeg al meermaals de kans om Coperfin te verdedigen, maar deed dat niet. De heer Tommelein sloeg daarnet al nagels met koppen toen hij het had over de ICT en het grote verschil tussen het concept en de werkelijkheid. Er is ook een groot verschil tussen de centrale diensten en de buitendiensten. Er zijn bijvoorbeeld nog altijd gewestelijk directeurs ad interim. De organisatie staat dus helemaal niet op punt en daarvan is het personeel het grote slachtoffer. Coperfin creëerde meer problemen dan het oploste. Wat de rekenfout van 883 miljoen euro betreft, had ik graag de top van Financiën willen ondervragen, met name de heren Laes (MR) en Delporte (PS).

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de vertraging bij de invoering van de papierloze douane" (nr. 13819)

08.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De volledige digitalisering van de Douane en Accijnzen loopt zes maanden vertraging op. Vanaf 1 januari 2007 moesten alle ontvangkantoren in één enkel kantoor te Brussel worden ondergebracht, maar dat wordt uitgesteld tot midden 2007.

Waarom is de vertraging te wijten?

08.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): De ontwikkeling van de papierloze douane en accijnzen (PLDA) heeft meer tijd gevegd dan gepland. Het betreft een heel complexe applicatie waarvoor de aanbesteding steeds opnieuw moest worden aangepast. Het testen neemt ook meer tijd in beslag dan gepland omwille van de complexe regelgeving en het grote aantal betrokken partijen. De impact van de PLDA op de geïnde sommen en het verloop van de handelsstromen is enorm. De geringste fout in de financiële verwerking van de aangiften kan grote financiële gevolgen hebben. Een onstabiele applicatie kan tot belangrijke vertragingen in de internationale handelsstromen leiden. De administratie kan zich niet daarom veroorloven met een onvolmaakte applicatie te starten. De PLDA zal waarschijnlijk op 2 april 2007 van start gaan.

De PLDA kadert in een meerjarenplan van de EU dat tot 2013 nog verschillende aanpassingen in de afhandeling van douaneformaliteiten plant. De PLDA trok lessen uit de al opgedane ervaring en stelde structurele maatregelen voor om ingrijpende veranderingen in de toekomst anders aan te pakken. Er moeten daartoe dringend analisten worden in dienst genomen. Ik zal aan de Ministerraad ook voorstellen om voor de realisatie van het meerjarenplan van de EU voortaan te werken met een kadercontract, zodat soepeler kan worden omgegaan met snel wijzigende vereisten.

08.03 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Steeds opnieuw komen we bij het personeel terecht, bij de werving van nieuw en anders gekwalificeerd personeel en bij andere manieren van werven. Er is inderdaad een soepeler administratie nodig voor het enig kantoor.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de commercialisatie van onderzoeksresultaten en de inkomsten voor onderzoekers" (nr. 13822)

09.01 Carl Devlies (CD&V): Ik kreeg geen antwoord op een schriftelijke vraag van 24 augustus 2006 over de commercialisering van onderzoeksresultaten en de vergoedingen die universiteiten, hogescholen en erkende openbare onderzoeksinstituten aan hun onderzoekers betalen. Soms worden die inkomsten als beroepsinkomsten, soms als diverse inkomsten, soms als roerende inkomsten beschouwd.

Wat is de precieze fiscale kwalificatie en welk wettelijk en reglementair kader ligt aan de basis ervan? Hoe gebeurt de vaststelling van het netto-inkomen van dergelijke inkomsten? Worden die inkomsten door de

verschillende gewestelijke directies op identieke wijze belast? Liggen hieraan dan instructies ten gronde? Hoe wil de minister in het andere geval een identieke fiscale behandeling bewerkstelligen?

09.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Bij de fiscale kwalificatie van inkomsten uit de valorisatie van onderzoeksresultaten moeten alle feitelijke en juridische elementen eigen aan elk geval in acht worden genomen. Om voor alle gevallen rechtszekerheid te bieden, dient de regering eerstdaags een wetsontwerp in bij de Kamer dat erin voorziet om deze inkomsten onder bepaalde voorwaarden te beschouwen als diverse inkomsten die afzonderlijk belastbaar zijn tegen 33 procent.

09.03 **Carl Devlies** (CD&V): Ik veronderstel dat de staatssecretaris op de hoogte is van het gelijksoortige initiatief van enkele Kamerleden uit verschillende fracties, onder wie ikzelf. Het gaat de goede richting uit als de regering onze initiatieven overneemt. Ik hoop dat de maatregel nog op tijd in werking kan treden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.31 uur.